

Alger dément et s'interroge



Ayant observé une position de stricte neutralité dans les événements secouant la Libye, l'Algérie a de nouveau formellement démenti hier ce qu'elle a qualifié "d'allégations calomnieuses" les informations faisant état d'implication de mercenaires algériens dans le conflit opposant Kadhafi à son opposition tout en se posant des questions sur l'objectif de leurs auteurs.

Depuis le début de l'insurrection contre le régime de Kadhafi, les deux protagonistes se sont amusés à vouloir impliquer l'Algérie dans leur conflit. En effet, si au début, c'est le pouvoir en place qui affirmait que des mercenaires algériens opéraient pour le compte des rebelles, maintenant c'est l'opposition qui indique avoir tué trois Algériens et capturé quinze autres sur le champ de bataille. Il faut croire que les deux parties n'ont pratiquement ménagé aucun de leurs pays voisins.

Après avoir aussi accusé, dans un premier temps, des Sahraouis du Front Polisario de servir de mercenaires au colonel Kadhafi, ils ont pointé du doigt les ressortissants des pays sub-sahariens, notamment les Tchadiens, poussant N'djamena à protester énergiquement. Devant la multiplication des accusations de ce genre, Alger, qui avait démenti à plusieurs reprises avoir eu auparavant un quelconque lien avec cette histoire, est revenu à la charge, hier, en s'interrogeant, surtout, sur le but recherché par les parties distillant ces déclarations. Le porte-parole du ministère algérien des Affaires étrangères a qualifié, dans une déclaration à l'agence de presse APS, d'"allégations calomnieuses" les opérations de désinformation visant à impliquer les autorités algériennes dans ce qui est présenté comme des activités de mercenariat menées par de présumés nationaux algériens. Le directeur général de la communication du département de Mourad Medelci a en effet rappelé qu'il lui a été donné par le passé, en tant que porte-parole du MAE, de "démentir, catégoriquement et à plusieurs reprises, ces allégations calomnieuses qui s'apparentent à des opérations de désinformation visant à impliquer les autorités algériennes dans ce qui est présenté comme des activités de mercenariat menées par de présumés nationaux algériens".

La même source a également souligné que "les motivations de ceux qui commanditent et véhiculent ces allégations infondées pour nuire à la réputation de l'Algérie, sont visiblement dictées par leur volonté de pousser notre pays à choisir de soutenir un camp contre l'autre dans la crise fratricide qui déchire la Libye". Elle insistera sur le fait que l'Algérie continuera "inlassablement" de joindre sa voix à celle de l'Union africaine (UA) pour appeler à la "cessation immédiate" de toutes les hostilités et à l'engagement d'un "dialogue inclusif" entre les parties libyennes en vue de "s'accorder sur les modalités de sortie de crise", a-t-il affirmé. Dans le même ordre d'idées, le porte-parole du MAE ne manquera pas de rappeler que "le gouvernement algérien qui s'est toujours insurgé contre le phénomène du mercenariat en Afrique, en raison de ses conséquences désastreuses sur la stabilité et la sécurité du continent, a entrepris, au début de l'année 2011, un important travail de coordination au niveau des

Prétendue implication de mercenaires algériens en Libye

Écrit par Merzak Tigrine
Mardi, 12 Avril 2011 01:34

structures compétentes de l'UA chargées de la lutte contre le phénomène du mercenariat".
Il appartient maintenant à l'opposition libyenne d'apporter les preuves tangibles de ses accusations.

[LIBERTÉ](#)